

manufacturière à Toronto. Sauf erreur, le salaire moyen à l'Iron Ore Company est de \$9,000. Ces économistes s'absentent de dire cependant qu'il est beaucoup plus coûteux de vivre dans un environnement de ce genre et de fournir les services sociaux nécessaires pour maintenir la production des matières brutes.

D'après la conclusion des puristes en économique, le Canada n'aurait pas autant de difficultés s'il n'avait pas à fournir des emplois aux 200,000 personnes qui entrent sur le marché du travail chaque année. En fait, 200,000 est une estimation modérée car j'ai entendu dire qu'il faut trouver jusqu'à 300,000 emplois chaque année. Ces personnes quitteront donc le pays pour émigrer ailleurs. Nous avons d'ailleurs été témoins de ces exodes. Voici l'argument des économistes: Qu'y a-t-il de répréhensible à ce que le Canada perde le tiers ou même la moitié de sa population, à ne pas avoir d'industrie de fabrication, à ce que nous fassions ce en quoi nous excellons: extraire nos richesses du sol et exporter notre bois, notre minerai, notre amiante et notre nickel? Ces données se fondent sur une population de 8 ou 9 millions de personnes qui peuvent jouir d'un niveau de vie et de salaires plus élevés. Voilà le choix en question, et il est mauvais. Un pays ne peut survivre en établissant de telles lignes de conduite. Le fer et l'amiante ne constituent pas des ressources renouvelables. Si nous ne mettons pas en valeur les aptitudes et les compétences par la création de l'infrastructure nécessaire à cette ère de la technologie, nous ne pourrions pas survivre. Notre pays deviendra un arrière-pays, ce qui est de plus en plus le cas à l'heure actuelle. Nous ne sommes vraiment qu'un accessoire de nos puissants voisins du Sud. Voilà l'avenir qui nous attend.

• (4.30 p.m.)

Le genre de programme fiscal adopté par le gouvernement dans le cadre de la mesure qu'on nous demande de voter aujourd'hui renforce et soutient une telle économie. Certains domaines devraient bénéficier de l'amortissement fiscal accéléré. Le député de Comox-Alberni (M. Barnett) m'a parlé de problèmes précis relatifs à l'industrie du bois de la Colombie-Britannique. Il a souligné que si cette industrie doit se moderniser et concurrencer avec celles de l'Oregon et de d'autres régions, il faut en arriver à de rapides amortissements. A mon avis, il a présenté un argument fort valable. Il faudrait accroître les allocations de capital à cette industrie. Je suis porté à partager l'avis de mon collègue.

Si cette industrie a besoin de notre aide, nous devrions lui accorder, mais pas nécessairement à toutes les autres industries. Il ne faudrait pas prêter main-forte à un grand nombre d'entre elles qui devraient plutôt subir des restrictions. Voilà un point que le gouvernement refuse d'admettre. Il a un penchant et un point faible. Il ne veut pas considérer l'économie comme une façon de diriger les affaires de la nation. Je crois qu'il a été élu pour gouverner et prendre les décisions relatives à la gestion des affaires de l'État, et non pour adopter des projets de loi généraux avec l'espoir que tout ira bien. Le parti au pouvoir se croit très fort en administration. Il aime se vanter des aptitudes de ses membres dans le domaine de la gestion des affaires. Il pense qu'il possède le droit divin de gouverner à cause de sa très grande compétence. Toutefois, le parti libéral refuse de diriger, gouverner et prendre des décisions.

[M. Saltzman.]

Le gouvernement présente des projets de loi généraux, préconise la dévalorisation et espère que tout va s'arranger. Le seul facteur qui protège le gouvernement est le fait que nous possédons une économie ferme que même le gouvernement libéral ne peut détruire. Les ministériels ne peuvent renverser notre économie, même au prix de bien des efforts, car elle est en voie de croissance et de développement. Leur perspective était fautive et ils sont dans la confusion.

Je ne terminerai pas mes remarques sans dire ce que le NPD préconise. Il ne suffit pas de critiquer, quoique, dirais-je, bien des agissements des députés d'en face méritent d'être blâmés. Nous devons faire des suggestions. Nous croyons qu'un dégrèvement fiscal s'impose, surtout aux échelons inférieurs du revenu. Des dégrèvements fiscaux globaux accroîtraient le pouvoir d'achat des Canadiens. Il s'agit non seulement de justice pour ceux qui sont au bas de l'échelle, mais aussi d'un allègement qui stimulerait l'économie.

Le temps est venu pour le gouvernement de fixer le prix des denrées essentielles à notre société. Je songe aux éléments qu'exige la production: énergie, cuivre, nickel et fer. Il est temps que le gouvernement recoure à cette méthode pour signifier aux secteurs pertinents de la société qu'il entend surveiller les hausses de prix. Plutôt que de créer du chômage dans un vain effort pour enrayer l'inflation, le gouvernement devrait s'employer à freiner la hausse des prix. Il faudrait réduire immédiatement les taux d'intérêt pour nous débarrasser de l'excédent gênant de nos réserves en devises. On empêcherait ainsi une nouvelle hausse de l'intérêt, déjà élevé. Nous pouvons et devons réduire ces taux et nous devons songer à fixer l'intérêt à un certain niveau. Si la chose est impossible, taxons les bénéficiaires. Pour pouvoir réaliser le plein emploi et maîtriser suffisamment les facteurs d'inflation, dans la mesure où c'est possible au Canada compte tenu de la conjoncture mondiale actuelle, il nous faut une politique économique.

Lorsque nous parlons de politique économique dans notre parti, il ne s'agit pas seulement de la régie des salaires et des prix. L'ouvrier n'acceptera jamais la régie des salaires sans une méthode quelconque de régie des prix. Le CTC s'est montré disposé à songer à une politique de salaire et de revenu, mais il veut à tout prix que cette politique concerne tous les revenus. Nous devons reconnaître la nécessité de la mobilité dans notre société et appuyer les efforts dans ce sens. Nous devrions aussi appuyer les mesures de sécurité en faveur des gens obligés de se déplacer. C'est une lacune à l'heure actuelle. Quand nous déplaçons des gens d'une partie du pays à une autre ou de la campagne à la ville, nous avons tendance à les oublier. Très souvent il n'existe pas de logements pour eux ni aucune possibilité de recyclage. Ce genre de mobilité est désastreuse. Elle doit exister mais considérons-la au moins en civilisés.

Il faut également nous rendre compte que si nous freinons l'exploitation de certaines matières premières, le développement de certaines provinces en ressentira les conséquences. Il est facile pour quelqu'un comme moi originaire de l'Ontario où est concentrée la majeure partie des industries canadiennes, de parler de freiner la mise en valeur de nos richesses. Des députés pourront me dire qu'il m'est facile de parler ainsi parce que je viens de l'Ontario où l'industrie est en expansion. Que dire des